
La banlieue, les immigrés, l'intégration

Philippe VIDELIER *

**La combinaison des distances
sociales et des différences
d'origine, les préjugés, la guerre
des modèles d'intégration...
sont des ingrédients
d'une vieille histoire,
d'un "passé oublié".**

Les villes de la ceinture lyonnaise n'en finissent pas de symboliser le mal-être des banlieues françaises. Construites sur le formidable développement consécutif à la première guerre mondiale, elles ont, pendant un demi-siècle, incarné le monde du travail, la modernité ouvrière et l'espoir du progrès. La double crise du modèle industriel et urbain les laisse désemparées, avec des populations privées d'avenir, tirées vers la marge et la pauvreté, des solidarités décomposées, et l'exaspération de sentiments sécuritaires et xénophobes qui portent l'extrême-droite à des scores sans égal. Dans les années quatre-vingt, Vénissieux, ancien centre des usines Berliet, a, la première, fait la Une des journaux pour ses voitures brûlées au pied des tours, ses «rodéos» (courses-poursuites avec la police), l'émergence de la génération «beur» et d'une forme de militantisme pour l'intégration (Marche pour l'égalité de 1983, grève de la faim pour la naturalisation autour du slogan «J'y suis, j'y reste» en 1986). Au milieu des années quatre-vingt dix, Vaulx-en-Velin, une ville de 45.000 habitants, a pris le relais et tenu le devant de la scène. Mais l'heure est à la désespérance et au repli méfiant. Le dialogue peine à fonctionner entre les jeunes tenus en marge et les autorités quel que soit leur bord politique. Il apparaît un blocage sur fond de fracture sociale et de délitement du consensus

* *Historien, CNRS, Lyon*

démocratique, avec la montée en puissance d'un parti xénophobe, le Front national, d'une part (33 % des voix à Vaulx-en-Velin avant son éclatement) et d'autre part la fascination nouvelle pour un islamisme extrémiste chez certains jeunes issus de l'immigration nord-africaine, pouvant aller jusqu'à l'implication dans des réseaux terroristes (affaire Kelkal : jeune vaudais recherché pour sa participation aux attentats de l'été 1995 et tué par la police dans les Monts du Lyonnais autermed'une longue traque). Modèles républicain et intégrateur contre modèle communautariste, le débat semble neuf. C'est pourtant, en France, celui de toujours. La société française a dans le passé intégré ses citoyens venus d'ailleurs avec le temps et autour de valeurs communes, mais non sans heurts : un passé oublié. C'est celui de Vaulx-en-Velin.

Une vieille histoire

La ville de Vaulx-en-Velin, dans la banlieue Est de Lyon, a une spécificité. Elle a depuis longtemps enrichi son rapport à la République d'un mot. Au fronton de son ancienne mairie est gravée la devise : «Liberté - Égalité - Fraternité - Solidarité». La cité doit cette particularité à son passé communiste. Une erreur de perspective, seule, peut laisser croire que Vaulx-en-Velin a acquis dans les années récentes la réputation qui lui pèse tant. En 1953, le journal *La République* envoyait un reporter enquêter à Vaulx-en-Velin, «commune sans histoire, MAIS...» «L'habitant de la ville qui n'est encore jamais allé à Vaulx-en-Velin, rapportait-il, a comme de l'appréhension quand il s'agit pour lui de s'y rendre, tant on lui a parlé d'un "bled" étendu, loin et désert. Pourtant ! quelques vingt bonnes minutes de "16" !... Moins même, si

l'heure est un peu creuse et si le chauffeur ne "fait" pas tous les facultatifs (1). » Vaulx-en-Velin est née à une modernité chaotique lorsqu'au début des années vingt, le redéploiement industriel de l'agglomération porté par des mutations technologiques et un nouveau cycle économique, amena la Soie Artificielle du Sud-Est dans un village jusque là figé dans son existence rurale. Alors arrivèrent sur son territoire des hommes et des femmes de tous les horizons, et il en fut de même pour sa cité voisine, jumelle presque, de Décines où s'était aussi installée l'une de ces usines géantes qui devait produire le bonheur du pays. «Tour de Babel moderne : toute une internationale de prolétaires anime les rues de cités, se courbe sous la discipline des ateliers, s'entassent dans les logements. Italiens de Vénétie ou de Toscane, d'Urbino, de Valstagna ; Hongrois de Gercze, de Sarvar ; Polonais de Vilno ou de Lodz ; Autrichiens, Tchèques racolés, amenés par familles, par wagons, par villages ; Arméniens ; Mongols égarés sur la piste d'Attila ; Français ; spécialistes employés ou poussés par la crise ; encadrés d'anciens sous-off et de ci-devant généraux ou barines venus de Sibérie ou du Caucase avec les débris des bandes de Koltchak et de Petlioura... la Soie (2)». Ainsi le journal communiste *la Voix du Peuple* décrivait-il Vaulx-en-Velin en 1933. Ainsi était aussi Décines, ainsi Villeurbanne, Vénissieux, Saint-Fons... La ceinture ouvrière lyonnaise née de l'industrie en expansion.

Pas moins de cent soixante-seize usines de textile, teinture ou constructions électriques faisaient, dans la seule ville de Villeurbanne, travailler tout un peuple prolétaire en 1929, avant que ne frappe la crise. Chimie à Saint-Fons le long du Rhône, métallurgie à Vénissieux, soie artificielle pour

Décines et Vaulx-en-Velin, la banlieue compose pour un demi-siècle le paysage d'usines, de cités, de grandes cheminées et de terrains vagues, qui inquiète la ville. L'écrivain Marcel-E. Grancher, spécialisé alors dans le genre de récits qui font frissonner la bonne société, décrivait dans les années trente avec un vocabulaire effrayant, le «prodigieux développement» des faubourgs : «La population aussi avait changé. Espagnols, Russes, Serbes, Arabes, Chinois, venus pour travailler dans les usines de guerre, occupaient maintenant notre banlieue et la peuplaient de moutards plus ou moins café-au-lait. Tous ces étrangers vivaient là comme chez eux. Ils s'étaient installés pour y rester et avaient ouvert leurs boucheries, leurs épiceries, leurs cafés. Et même leurs églises : on croisait par les rues des padres, des popes, des muftis. Tout cela croassait dans les idiomes les plus surprenants. Tout cela bâfrait, buvait et, le samedi soir, pour se distraire, se battait au couteau (3)». Il avait cette manière de raconter comment, passée la barrière des Charpennes, qui faisait frontière avec Lyon, on se trouvait dans cet «autre côté» où, selon la rumeur publique, il était périlleux de s'aventurer. Distance sociale et différence d'origine se combinaient dans ce tableau pour peindre un univers aux apparences aussi exotiques que redoutables.

Des lieux communs

Quand le Front populaire vint ajouter à des craintes sociales déjà fortement répandues les peurs de la subversion, l'opinion bien-pensante extériorisait son anxiété dans des propos extrêmes stigmatisant les barbares présumés qui encerclaient la ville. Au printemps 1936, avec plusieurs

semaines d'avance sur le mouvement des occupations resté dans l'Histoire, Vaulx-en-Velin connu de grandes grèves. Les ouvriers du textile artificiel, pour des motifs économiques, avaient cessé le travail, comme d'ailleurs, au même moment, les usines Berliet de Vénissieux. Les gardes mobiles étaient intervenus, les femmes de grévistes se couchaient devant les autocars transportant les «jaunes». Des incidents sérieux eurent lieu. La presse de droite en rendait responsables les ouvriers immigrés : «les réfractaires qui forment les piquets de grève sont composés d'étrangers et, parmi ceux-ci, les plus violents sont des Italiens et des Polonais qui ne craignent pas de frapper de braves Français, presque tous anciens combattants», écrivait *Le Nouvelliste* pour finir sur un appel à plus de répression et les sempiternelles lamentations sur le prétendu laxisme des pouvoirs publics : «Il est inadmissible que des travailleurs français soient soumis aux représailles d'individus qui devraient être immédiatement refoulés dans leurs pays respectifs. Malheureusement, nous n'avons plus de gouvernement ! (4)». Cela était pourtant écrit avant que le socialiste Léon Blum n'ait été porté au pouvoir par la vague électorale. Albert Sarraut, habitué des ministères modérés, venait seulement de succéder à Pierre Laval. Lorsque la banlieue descendait en ville pour un défilé pacifique, les mêmes journalistes ne voyaient qu'un cortège «haineux et débraillé» : «De leurs fenêtres, de leurs magasins, sur les pas de leur porte les habitants de notre ville ont vu passer ces fauteurs de troubles, ces pillards, ces repris de justice, ces métèques, qui, au moment propice, feront main-basse sur leurs étalages, incendieront leurs domiciles, les attaqueront chez eux et dans la rue (5)». *L'Assaut*, hebdomadaire parisien dont l'essentiel de la rédaction suivra bientôt

l'ex-communiste Jacques Doriot dans sa dérive nazie, décrivait à l'automne 1936 «la terreur en province» par un «reportage» sur Villeurbanne dans lequel on soulignait que «des Italiens, des Espagnols, des Arabes, des Arméniens, des Russes» étaient venus «augmenter les effectifs et procurer au beau sang de France un agréable mélange» (6). Le méchant papier provoqua une riposte ironique de la Mairie : «Ainsi donc, le ventre serré d'angoisse, vous vous êtes risqué à franchir les ponts sur le Rhône et à courir le Far-West semé de tessons de bouteilles et de papiers gras des plaines de la rive gauche. A vous lire, le Soho de Londres n'est qu'églogues et bucoliques auprès des visions d'horreur dont votre rétine s'empourpra (7)».



Le quotidien régional *Le Progrès* évaluait en 1929 la population étrangère dans «l'agglomération de Villeurbanne», incluant les communes voisines, à quelques vingt mille personnes. «Ces différents nationaux, précisait le journal, vivent entre-eux sans grand contact, soit avec les nationalités voisines, soit avec la population française. Les Polonais, les Russes, les Arméniens, les Tchécoslovaques travaillent surtout dans les usines de soie artificielle à Vaulx et Décines». Le recensement de 1931 enregistre 18 % d'étrangers à Villeurbanne même. Mais les proportions atteignent les sommets de 44 % à Vénissieux, de 48 % à Vaulx-en-Velin, jusqu'à 55 % à Décines ! Les chiffres d'aujourd'hui sont très en-deçà de la réalité d'antan : 17 % à Vénissieux et

Décines, 23 % à Vaulx-en-Velin. Dans un ouvrage de 1938 bien dans l'air du temps, le journaliste Raymond Millet (également admirateur de Doriot) faisait figurer Vaulx-en-Velin, comme Décines, Vénissieux, Saint-Fons ou Givors, au nombre de ce qu'il appelait les «communes colonisées» dont les noms revenaient à chaque fois qu'était évoquée la présence jugée trop grande des immigrés («on en découvre dans de très nombreux départements») (8). Un universitaire de l'époque expliquait qu'avec Vaulx-en-Velin et Décines «nous touchons au point sensible du problème des étrangers dans la banlieue lyonnaise». Le cas de Vaulx-en-Velin, ajoutait-il, «mérite une étude toute particulière». Citant

pêle-mêle les statistiques du chômage, de l'assistance médicale, des familles nombreuses, des élèves dans les écoles, il aboutissait à cette conclusion : «le simple énoncé de ces chiffres suffit à montrer immédiatement les nombreuses charges qui incombent à une petite commune dès que la création d'une usine importante vient doubler ainsi sa population». L'universitaire, docteur en droit, posait un regard sceptique sur les possibilités d'assimiler cette population immigrée, formulant des jugements à l'emporte-pièce qui ne laissent pas d'étonner avec le recul du temps : «très différent, au point de vue ethnique, de la race française et surtout des races méridionales de notre pays, le Polonais s'assimile d'autant plus difficilement en France qu'il y

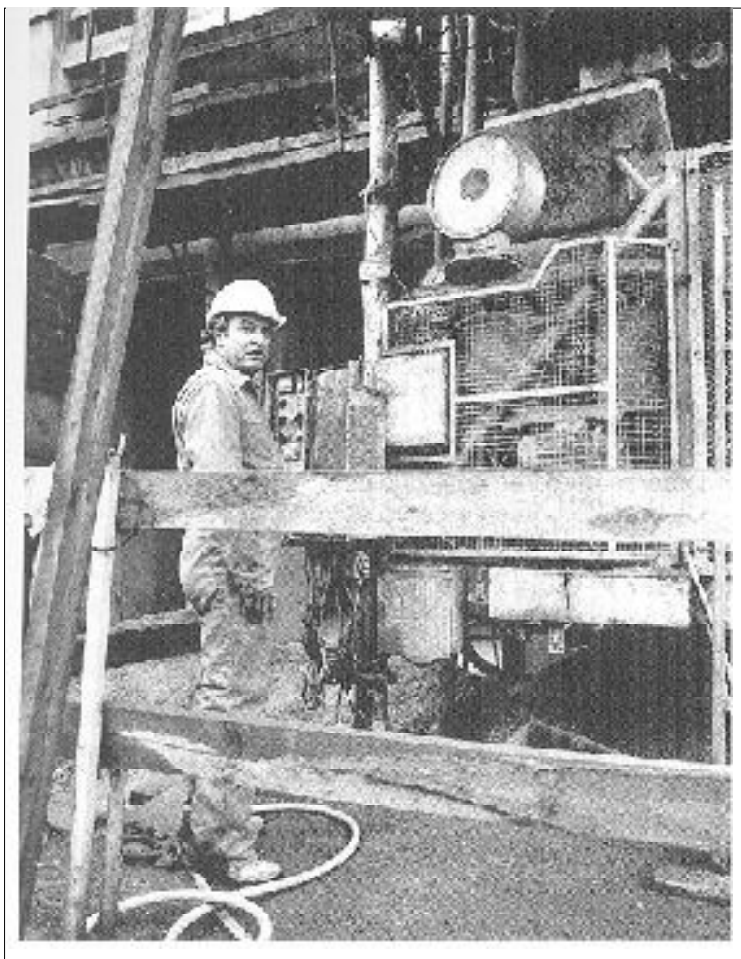
réside plus au Sud» ; «les Espagnols ne se mêlent guère à la population française. Partout où ils sont en nombre assez important, ils se concentrent dans un quartier rapidement abandonné par l'élément français. (...) Il se pourrait que la race elle-même soit moins assimilable par ses lointains antécédents mauresques» ; «au point de vue ethnique, les Arméniens sont assez éloignés de nous. C'est ainsi en particulier qu'ils ne se marient qu'entre-eux. (...) Les Arméniens sont très peu assimilables», etc. (9) Tels étaient les lieux communs qui circulaient jusque dans les cercles que l'on croyait les plus éclairés.

Une double mise à distance

Il y avait évidemment beaucoup de préjugés dans le regard dépréciatif porté sur les villes de banlieue depuis les secteurs mieux lotis de la société. Il y avait aussi la part de vérité sociale que renvoyait la rubrique des faits divers, ces «exploits d'apaches» dont la colonne banlieue des quotidiens se nourrissait trop souvent et qui frappaient l'imagination («apache» était alors le nom donné aux délinquants). «La population de Vaulx-en-Velin et de Croix-Luizet [quartier limitrophe appartenant à Villeurbanne], relevait-on par exemple, apprendra avec plaisir l'arrestation des dangereux individus qui, depuis quelques temps mettent en coupe réglée les cafés de leur quartier (10)». Il était rapporté que cette bande de voyous était activement recherchée pour avoir dispersé à coups de revolver, le dimanche précédent, une noce italienne dans un restaurant vaudois. Dès 1923, le conseil municipal de Décines réclamait à cor et à cri la création d'une brigade de gendarmerie, faisant état d'une multiplication des problè-

mes d'ordre public corrélative à la croissance d'une population en passe de doubler «non-compris les allant et venant, les cosmopolites, passagers, etc.» «La population étrangère, italienne, espagnole, etc. devient de jour en jour plus considérable et est l'objet d'un va et vient journalier entre Décines, Lyon et Villeurbanne qui nécessite une surveillance particulière et difficile à exercer. En outre, parmi la population honnête s'infiltrer dans des proportions inquiétantes une certaine population indésirable qui paralyse la police communale et la rend impuissante et inopérante (11)». Le lien établi entre la délinquance et l'origine étrangère des nouveaux habitants, posé comme allant de soi pour la population autochtone, revenait périodiquement dans les discussions du conseil municipal. Les relations n'étaient que de méfiance entre les anciens habitants et les nouveaux arrivants étrangers et la communication entre eux était pratiquement inexistante. En mars 1936, la municipalité (socialiste) de Décines refusait un local pour l'organisation d'une fête arménienne en précisant que la salle des fêtes «ne devra jamais être mise à la disposition d'organisations étrangères» (12). Il faudra attendre le milieu des années soixante pour qu'apparaisse dans les documents officiels une appréciation élogieuse à l'égard des Arméniens, dont on loue alors l'«intégration à la population locale» et le «dévouement, notamment au cours de la dernière guerre» (13). En effet, le premier habitant de cette ville tué au front avait nom Garabed Derboghossian.

La mise à distance n'était pas le fait seul de la population autochtone. Des tendances contradictoires travaillaient les communautés immigrées, écartelées entre un passé toujours



présent et un futur mal défini. Le journal *Haratch*, quotidien en langue arménienne dans lequel s'exprimait toute la nostalgie de la patrie perdue, publiait des correspondances des villes où étaient établis les rescapés du génocide. Le récit des difficultés de l'adaptation à l'univers étranger dans lequel ils

se mouvaient désormais, se doublait de préoccupations identitaires, de fortes réticences, des résistances même, devant la perspective d'une assimilation induite par le mode d'être et d'éducation français. A la rentrée 1926, était évoqué le difficile projet d'établissement d'une école arménienne destinée à préserver une culture d'origine en voie de dépérissement : « Rien n'a été fait. Près de cinquante enfants des deux sexes traînent dans les rues. Demain les parents vont être obligés d'envoyer leurs petits à l'école française et le peu d'arménien qu'ils ont appris cette année, ils vont l'oublier. Déjà ils parlent en français chez eux et à l'extérieur » (14). Au souci de conserver vivant un patrimoine culturel, s'ajoutaient parfois des considérations plus nettement idéologiques, la volonté de garder les nationaux dans l'orbite de mouvements dont les objectifs n'étaient pas tournés vers la France.

Une trilogie à quatre principes

La situation des immigrés a toujours été tributaire des conjonctures politiques. A l'époque du fascisme – qui s'en souvient ? – les consulats de Mussolini s'employaient à enrégimenter les familles italiennes immigrées dans une panoplie d'organisations, pour les travailleurs, les femmes et les enfants, offrant des fêtes, distribuant des subsides, proposant des colonies de vacances. Les autorités françaises s'alarmaient d'un tel

prosélytisme et un comité «Pro-Gallia» fut constitué afin de le contrer : «Les fascistes ne se contentent point d'organiser la terreur en Italie ; ils cherchent à organiser en France un Etat dans l'Etat (15)». Les journaux dénonçaient la propagande fasciste «parfois excessive», relevant que les manuels de géographie distribués aux enfants d'immigrés plaçaient la Corse au nombre des «îles italiennes» et le comté de Nice parmi les terres à reconquérir. Cela n'empêchait d'ailleurs pas le maire de Lyon Edouard Herriot de recevoir le gendre de Mussolini à l'Hôtel de Ville pour un déjeuner servi – gastronomie lyonnaise oblige – par la mère Guy (un restaurant réputé), avant de participer à une fête franco-italienne devant une masse d'immigrés en chemise noire, bras tendus, criant «Viva il Duce !» (16) Vaulx-en-Velin, comme les autres communes de l'agglomération où vivait une communauté italienne, avait également ses fascistes. Tout un noyau, à la cité de la Soie, des jeunes et des moins jeunes, originaires de Campanie, de Sicile, d'Udine, tous ouvriers et quelques-uns ayant flirté avec la délinquance, qui s'attachaient avec leurs méthodes à préserver de toute «souillure étrangère» l'italianité de leurs compatriotes. Mais tous, loin de là, ne partageaient pas leur intégrisme raciste. Tels les militants de l'Union populaire italienne qui, à l'heure des périls, se rassemblèrent en un grand meeting à Villeurbanne afin de manifester «le plus profond sentiment d'attachement à la France» pour «le triomphe de la cause de la Liberté universelle» (17). Ils n'en furent pas toujours récompensés puisque certains, en 1940, furent internés dans les camps de Gurs ou du Vernet. Beaucoup s'illustrèrent dans la Résistance, revenant ensuite à leur vie modeste qu'ils finirent, ou finissent encore, sur un sol qui est désormais le leur, en nous laissant

un héritage à faire fructifier. L'intégration est un processus : le mouvement d'une histoire individuelle et collective dont la durée est le ciment, le vécu commun la dure loi et le destin choisi l'aboutissement. L'intégration est aussi un combat autour de valeurs partagées. C'est pourquoi, à Vaulx-en-Velin, le mot de «Solidarité» n'est pas un ajout innocent à la trilogie républicaine.



(1) *La République*, 17 mars 1953.

(2) *La Voix du Peuple*, 25 mars 1933.

(3) Marcel E. Grancher, *Lyons de mon coeur*, Lyon, Éditions Gutenberg, 1946, p. 189.

(4) *Le Nouvelliste*, 12 avril 1936.

(5) *Le Nouvelliste*, 2 mai 1936.

(6) *L'Assaut*, 13 août 1936.

(7) *La Voix du Peuple*, 14 octobre 1936.

(8) Raymond Millet, *Trois millions d'étrangers en France, les indésirables, les bienvenus*, Paris, Librairie de Medicis, 1938, pp. 156-159.

(9) Henri Baroin, *La Main d'oeuvre étrangère dans la région lyonnaise*, Thèse de Droit, Lyon, Bosc & Riou, 1935, pp. 50-51, 62, 65, 176-177.

(10) *Lyons Républicain*, 28 août 1934.

(11) Délibération du Conseil municipal de Décines, 31 juillet 1923.

(12) Délibération du Conseil municipal de Décines, 30 mars 1936.

(13) Délibération du Conseil municipal de Décines, 2 juin 1965.

(14) *Haratch*, 5 septembre 1926.

(15) *Le Progrès*, 6 juin 1927.

(16) *Le Progrès*, 19 mai 1935.

(17) *Le Progrès*, 20 février 1939.

Dernier ouvrage paru de l'auteur :

Saint-Priest, le fil des jours, éditions Paroles d'Aube, 1999.